# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

## Sommaire


- 1 Contextes…… page 2

- 2 Section Fonctionnement 2012-2017 et variables 2018
  - 2.1 Recettes…….…….. page 5
  - 2.2 Dépenses…….. page 9
  - 2.3 Résultat de clôture …….. page 14
  - 2.4 les restes à réaliser de clôture 2017…… Page 14
  - 2.5 Capacité d'autofinancement et PPF…….…… page 15

- 3 Etat de la dette…… page 16

- 4 Ratios financiers…….. page 20

- Section Investissement
  - 5.1 Entrée de PPI / fonds de roulement……..……. page 21
  - 5.2 PPI……..… page 22

- Budgets annexes
  - 6.1 Lotissement Château Rousset – Le Thoureil …….……..……... page 23

- **CONTEXTE GENERAL**

Conformément aux dispositions du CGCT, dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil municipal, dans les deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil municipal, retracé dans une délibération spécifique sans vote.

. L'exposé soumis pour débat d'orientations budgétaires prend en compte les éléments suivants :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les évolutions financières entre la Commune et le groupement intercommunal dont elle est membre.
- Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget
- La présentation des prévisions pluriannuelles d'investissement
- L'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute et de l'endettement à la fin de l'exercice.

## Contexte national

La conjoncture économique s'est améliorée au cours de 2017, la progression du PIB devrait afficher pour l'année écoulée une nette accélération par rapport à 2016, en atteignant + 1.9%, soit la meilleure performance depuis 2010, tandis que la prévision de croissance pour 2018 est de 1.8%.

Malgré les efforts ressentis comme soutenus par les collectivités locales sur les précédentes années, la France connait une lente consolidation budgétaire, le redressement des finances publiques demeurant en deçà des objectifs attendus.

Plus que la loi de Finances pour 2018, c'est la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 qui marque de son empreinte les premières mesures budgétaires décisives du nouveau quinquennat pour les collectivités locales.

Deux dispositions peuvent être considérées comme majeures :

- Le dégrèvement progressif de la taxe d'habitation pour 80% des redevables et l'engagement de la compensation intégrale de ces dégrèvements par l'Etat. Cela demeure un élément d'inquiétude dans le temps pour les collectivités locales d'autant que cette réforme s'inscrirait plus largement dans un projet de refonte globale de la fiscalité locale ;

- Le remplacement des mesures de réduction de la DGF au titre de la contribution des collectivités locales à la réduction du déficit public, par un pilotage pluriannuel des finances locales, ayant vocation à réaliser 13 milliards d'économies sur le quinquennat. La part de la dette des collectivités serait ainsi ramenée à 5.8 points du PIB en 2022 contre 8.7 points en 2017.
  Cet objectif nécessite donc une diminution annuelle du besoin en financement des collectivités (différence entre emprunts nouveaux et remboursement de la dette) de 2.6 milliards €. Cette contribution doit être supportée sur les seules dépenses de fonctionnement dont l'évolution doit

connaitre une trajectoire tendancielle de 1.2% maximum par an, inflation comprise, et calculée sur les budgets principaux et annexes.
Un dispositif de contractualisation obligatoire sera dans ce but mis en place avec 320 « grandes » collectivités représentant 66% de la dépense publique locale.

En complément, le montant de la DGF sera gelé sur 5 ans à son niveau de 2017, soit 30.9 milliards d'euros. Au sein de l'enveloppe DGF, la Dotation de solidarité urbaine et la Dotation de Solidarité rurale augmentent chacune de 90 millions d'Euros.

Le montant du Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC) est reconduit à hauteur de 1 milliard d'euros pour 2018, pour la 3ème année consécutive.

- **Contexte Agglomération :**

L'agglomération a repris, avec le concours d'un bureau d'études, le calcul des attributions de compensations des compétences revenues aux communes. Ce nouveau calcul minore l'attribution de compensation 2018 (et rétroactivement l'AC 2017) en direction de Gennes-Val-de-Loire (2018) et des 3 communes d'origine (2017).

L'AC définitive 2017 et 2018 tient également compte de l'harmonisation fiscale souhaitée par l'agglomération : une baisse calculée du taux communal pour atteindre le taux cible de l'agglomération est compensée par l'agglomération par une hausse de l'attribution de compensation.

Ces AC tiennent également compte des compétences communales maintenant exercées par l'agglomération.

| | Rappel évolution AC 2017 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Commune | Ac provisoire 2017 | Retour com com | Nouvelle compétences agglo | Compensation fiscale | Montant attendu | AC définitive 2017 et 2018 ( ?) | Perte sur montant escompté |
| Gennes-Val de Loire | 185 254 | 259 295 | -82 804 | 118 552 | 480 297 | 454 767 | 25 530 |
| Les-Rosiers-sur-Loire | 216 523 | 61 186 | -46 957 | 64 350 | 295 101 | 148 574 | 146 527 |
| Saint-Martin-de-la-Place | 50 588 | 1 732 | -20 825 | 21 268 | 52 763 | 29 998 | 22 765 |
| total | 452 365 | 322 213 | -150 586 | 204 170 | 828 161 | 633 339 | 194 822 |

| | Projection AC 2018 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | BP 2017 | montant comptabilisé y compris rattachement | montant à reverser | BP 2018 recettes | bp 2018 dépenses |
| Gennes-Val de Loire | 371 903 | 454 767 | 0 | 454 766 | 0 |
| Les-Rosiers-sur-Loire | 186 750 | 198 473 | 49 904 | 148 574 | 49 904 |
| Saint-Martin-de-la-Place | 21 268 | 46 372 | 16 374 | 29 998 | 16 374 |
| total | 579 921 | 699 611 | 66 278 | 633 338 | 66 278 |

Une nouvelle variation de l'attribution de compensation pourrait intervenir en raison de deux évolutions de compétences :

- Selon que la compétence eaux pluviales (investissement et fonctionnement sur les réseaux durs

en zones urbaines) sera rattachée ou pas à la compétence Assainissement déjà transférée : Une position du ministère reprise par la DGFIP et confirmée par le conseil d'État va dans ce sens et entraine aujourd'hui un refus de prise en charge des mandats par le receveur municipal dans ce domaine.

- La mise en œuvre de la compétence Ecoles de musique

- **Contexte Local :**

La fusion de Gennes-Val de Loire, Les-Rosiers-sur-Loire et Saint-Martin-de-la-Place définit à travers les orientations du COPIL des axes de travail pour la recherche d'une Capacité d'Auto-Financement brute forte permettant de répondre à des besoins d'investissement élevés tout en maintenant le ratio de durée d'extinction de la dette dans une fourchette de 3 à 5 ans.

Toutefois, un travail en profondeur est nécessaire pour affiner les estimations financières des besoins en investissements et leur priorisation pluriannuelle tout en rationalisant le parc immobilier et en équipements publics.

De même, l'année 2018 demeurera une année de transition quant aux effets de la Commune nouvelle sur la mutualisation, le lissage ou la renégociation de certaines dépenses de fonctionnement.

La construction budgétaire est prévue n'intégrer aucune autre évolution de la fiscalité locale que celle du taux cible avec alignement des taux sur 5 ans.

# 2 Section de fonctionnement 2012-2017 et les variables 2018 :

## 2.1 Recettes réelles de fonctionnement :

- Le constat 2012-2017 et Les principales orientations 2018 :

| Nature | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| remboursement sur personnel | 143 683 | 163 682 | 202 517 | 255 826 | 197 516 | 147 551 |

Les remboursements sur personnel proviennent :

-de remboursements sur arrêts maladie ou congé syndical

-de reversements de l'Etat sur des contrats aidés (124 000 en 2016 / 75 000 en 2017)

**Produits des services chapitre 70 :**

| produits des services | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total dont > 10000 | 1 145 349 | 401 977 | 411 431 | 432 338 | 505 571 | 563 512 |
| essentiellement services périscolaires | 204 786 | 267 834 | 286 751 | 290 307 | 333 728 | 326 731 |
| mise à disposition de personnel | 5 972 | 10 371 | 2 011 | 229 | 23 522 | 61 893 |
| accueil petite enfance | 59 528 | 8 689 | 8 584 | 8 668 | 7 086 | 49 562 |
| charges sur logements et convention collège | 784 208 | 44 063 | 51 344 | 27 551 | 47 881 | 47 221 |
| redevance domaine public surtout réseaux | 26 281 | 16 156 | 17 863 | 25 335 | 20 364 | 26 033 |
| agence postale essentiellement | 13 095 | 14 292 | 16 200 | 13 924 | 15 276 | 12 611 |
| Particip. études Cne nouvelle | | | | | | 11 795 |
| location droit de chasse | 18 000 | 1 920 | | 15 600 | 10 800 | 10 800 |

Les évolutions notables en 2018 :

- Cantine, garderie, locations de salle, concessions cimetières… : un travail d'harmonisation des tarifs est nécessaire pour définir un profil d'évolution de ces recettes. En l'état, ce poste sera similaire à l'année 2017 au budget 2018.
- Pour le périscolaire : L'estimation sera faite sur la base des tarifs actuels jusqu'en juin, avec suppression des TAP à la rentrée.
- Au compte 708… : la refacturation des frais de personnel aux budgets annexes disparait pour l'assainissement et est introduite sur le budget CCAS en 2018.
- Récupération de frais auprès de l'agglo pour convention de prestations de service : dans le cadre d'une convention existante pour l'entretien de certains espaces verts. Elle pourrait également exister pour les agents d'accueil piscine et des interventions ponctuelles en assainissement : discussion en cours.

**Produits des impôts 73 :**

| impôts et taxes | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total dont > 100000 | 3 009 575 | 3 362 038 | 3 500 496 | 3 665 578 | 3 700 766 | 3 964 631 |
| impôts directs | 2 441 598 | 2 730 489 | 2 809 341 | 2 938 110 | 2 929 966 | 2 769 244 |
| attribution de compensation | 234 950 | 232 377 | 237 014 | 229 925 | 234 126 | 699 617 |
| droits de mutations | 171 943 | 179 518 | 183 743 | 186 000 | 207 315 | 227 465 |
| fonds de péréquation | 48 996 | 100 258 | 124 162 | 118 733 | 113 424 | 153 439 |
| taxe sur les pylônes | 92 092 | 95 496 | 98 716 | 101 108 | 103 684 | 106 628 |

Pour l'estimation des impôts directs 2018 seront prises en compte l'évolution du taux cible pour un alignement des taux sur 5 ans, l'évolution forfaitaire des bases à 1,2% et l'évolution des bases physiques de 1 %, selon le détail suivant :

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Base 2017 | majoration loi de finances | majoration base physique | taux cible | recette |
| | | 1,2% | estimation 1 % | | |
| TH | | | | | |
| Saint-Martin-de-la-Place | 1 029 139 | 1 041 489 | 1 051 904 | | |
| Les-Rosiers-sur-Loire | 2 317 321 | 2 345 129 | 2 368 580 | | |
| Gennes-Val de Loire | 5 118 747 | 5 180 172 | 5 231 974 | | |
| total | | | 8 652 457 | 13.02 | 1 126 550 |
| | | | | | |
| THLV | | | | | |
| Saint-Martin-de-la-Place | 0 | 0 | 0 | | |
| Les-Rosiers-sur-Loire | 35 076 | 35 497 | 35 778 | | |
| Gennes-Val de Loire | 56 704 | 57 384 | 57 838 | | |
| total | | | 93 616 | 13.02 | 12 189 |
| | | | | | |
| TFB | | | | | |
| Saint-Martin-de-la-Place | 676 465 | 684 583 | 691 428 | | |
| Les-Rosiers-sur-Loire | 1 966 992 | 1 990 596 | 2 010 502 | | |
| Gennes-Val de Loire | 3 554 352 | 3 597 004 | 3 632 974 | | |
| total | | | 6 334 905 | 21.13 | 1 338 565 |
| | | | | | |
| TFNB | | | | | |
| Saint-Martin-de-la-Place | 138 979 | 140 647 | 141 000 | | |
| Les-Rosiers-sur-Loire | 115 659 | 117 047 | 118 000 | | |
| Gennes-Val de Loire | 315 592 | 319 379 | 322 000 | | |
| total | | | 581 000 | 38.81 | 225 486 |
| | | | | total | 2 702 790 |

- Pour les attributions de compensation l'évolution des montants s'établit ainsi hors évolution statutaire :

| | BP 2017 | BP 2018 recettes | bp 2018 dépenses | BP 2018 solde |
|---|---|---|---|---|
| Gennes-Val de Loire | 371 903 | 454 766 | 0 | 454 766 |
| Les-Rosiers-sur-Loire | 186 750 | 148 574 | 49 904 | 98 670 |
| Saint-Martin-de-la-Place | 21 268 | 29 998 | 16 374 | 13 624 |
| total | 579 921 | 633 338 | 66 278 | 567 060 |

- Pour le Fonds de péréquation intercommunal :

La loi de finances prévoit un maintien de ce fonds de péréquation sur une enveloppe identique à 2017 ; pour Gennes Val de Loire les montants perçus se sont établis comme suit :

| FPIC | 2017 |
|---|---|
| SMLP | 23 545 |
| GVL1 | 112 973 |
| LRSL | 40 466 |
| Total | 176 984 |

Pour 2018, ce poste sera budgétisé à 170 000€

- Pour les droits de mutation : le contexte du bénéfice de la péréquation dont bénéficiaient Les-Rosiers-sur-Loire et Saint-Martin-de-la-Place sera supprimé à compter de 2019 ( commune de plus de 5 000 habitants ) : ce sont les droits réellement versés qui seront encaissés sans le calcul de péréquation réalisé au niveau du département.

| | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|
| SMLP | 28 795 | 45 527 | 40 000 |
| GVL1 | 142 585 | 117 967 | 110 000 |
| LRSL | 35 936 | 63 971 | 55 000 |
| Total | 207 316 | 227 465 | 205 000 |
| | | | |
| péréquation | | | |
| réel | | | |

- Produits des dotations 74 :

| dotations | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total dont > 100000 | 2 462 638 | 2 413 078 | 2 428 697 | 2 417 661 | 2 470 070 | 2 996 365 |
| DGF | 1 681 807 | 1 621 200 | 1 575 708 | 1 456 320 | 1 450 700 | 1 426 712 |
| DSR | 197 566 | 271 884 | 301 020 | 362 702 | 432 494 | 531 818 |
| CAF MSA notamment | 47 019 | 7 880 | 23 279 | 38 767 | 51 747 | 383 021 |
| Dotation de péréquation | 148 642 | 166 751 | 182 220 | 194 443 | 226 561 | 302 425 |
| Compensation exo TH | 91 168 | 75 366 | 114 157 | 123 542 | 90 602 | 137 750 |
| compensation exo foncier | 119 353 | 160 117 | 149 970 | 146 009 | 124 338 | 118 049 |
| fctva sur fonctionnement | | | | | | 81 007,00 |

La baisse de la DGF est perceptible sur la période bien que la création de la première commune nouvelle en 2016 l'ait freinée.

Le bond de dotations CAF & MSA en 2017 résulte de l'intégration de la maison de l'enfance sur GVL1.

Pour 2018, les perspectives des principaux postes de dotations sont les suivantes :

- DGF :

| DGF | 2017 | 2018 |
|---|---|---|
| GVL1 | 858 841 | 858 841 |
| SMLP | 181 300 | 190 365 |
| LRSL | 385 765 | 405 053 |
| Total | 1 425 906 | 1 454 259 |
| | | |
| majoration 5 % jusqu'en 2020 | ? | |
| majoration 5 % de 2016 à 2018 | ? | |

- Dotation Solidarité Rurale : maintien de la DSR des communes fondatrices pour 3 ans :

| DSR | 2017 | 2018 |
|---|---|---|
| SMLP | 30 226 | |
| GVL1 | 452 123 | |
| LRSL | 49 469 | |
| Total | 531 818 | 531 818 |

- Dotation nationale de péréquation : maintien des montants des communes fondatrices pour 3 ans :

| DNP | 2017 | 2018 |
|---|---|---|
| SMLP | 48 277 | |
| GVL1 | 213 600 | |
| LRSL | 40 523 | |
| Total | 302 400 | 302 400 |

Produits des immeubles : 75

| revenus des immeubles | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total dont > 10000 | 380 311 | 453 235 | 450 512 | 461 186 | 433 515 | 385 182 |
| loyers des immeubles | 316 047 | 379 902 | 371 532 | 379 473 | 353 815 | 326 539 |
| charges sur loyers | 55 474 | 64 367 | 69 909 | 72 516 | 72 849 | 48 735 |

Pour 2018, à compter de juin, remise en location de 6 logements aux Rosiers sur Loire soit 15 000 euros de loyer sur le 2éme semestre

Budgétisation stable sur les autres loyers (325 000). Une démarche de remise en location de logements vacants sera à initier en fonction des disponibilités du service technique pour les travaux de rénovation.

## 2.2 Dépenses réelles de fonctionnement :

- **Le constat 2012-2017**

**Chapitre 011 – charges générales**

**60 : achats stockés ou non stockés :**

| Nature | | conso12 | conso13 | conso14 | conso15 | conso16 | conso 17 | 12 à 16 | 12 à 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 60 dont > 25 K€ | | 879 889 | 963 161 | 1 020 935 | 1 020 979 | 997 293 | 1 104 967 | 1.13 | 1.26 |
| électricité | | 178 555 | 217 454 | 215 000 | 221 044 | 209 495 | 225 618 | | |
| matériaux | | 130 303 | 148 732 | 163 793 | 170 364 | 193 579 | 192 283 | | |
| alimentation | | 119 023 | 130 501 | 145 020 | 144 090 | 150 771 | 156 648 | | |
| essentiellement repas | | 91 732 | 88 984 | 94 063 | 107 877 | 98 076 | 115 793 | | |
| combustibles | | 89 764 | 106 267 | 83 298 | 61 804 | 65 876 | 77 583 | | |
| eau asst | | 43 478 | 38 628 | 65 110 | 59 398 | 51 124 | 64 449 | | |
| fournitures voirie | | 40 093 | 43 210 | 49 789 | 45 453 | 28 759 | 58 931 | | |
| carburants | | 47 552 | 45 816 | 46 952 | 33 868 | 38 818 | 45 594 | | |
| fournitures scolaires | | 26 300 | 27 040 | 28 382 | 28 972 | 27 414 | 38 543 | | |
| autres fournitures (matériaux aussi) | | 717 | 35 333 | 41 954 | 49 739 | 58 823 | 34 016 | | |
| fournitures entretien | | 21 667 | 22 462 | 20 031 | 24 884 | 28 758 | 33 191 | | |
| fournitures administratives | | 15 727 | 15 782 | 16 457 | 19 646 | 21 539 | 25 368 | | |

Evolution de 26 % sur 5 ans : on a accéléré les achats en 2017 pour s'assurer de disposer de « fournitures au sens large » avant que la nouvelle commune nouvelle ne puisse recommencer à acheter. Pour autant sur 4 ans de 2012 à 2016 la progression est tout de même de 13 % soit 3% par an et doit être désormais freinée, voire inversée.

**61 : services extérieurs :**

| Nature | | conso12 | conso13 | conso14 | conso15 | conso16 | conso 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 61 dont > 25 K€ | | 486 300.61 | 495 653.22 | 540 561.82 | 624 541.15 | 704 758.07 | 1 437 371.05 |
| voirie et un peu réseaux | | 118 758.96 | 123 087.64 | 126 981.78 | 110 859.62 | 184 156.69 | 481 001.10 |
| prestations services | | 12 134.11 | 14 406.99 | 14 865.56 | 15 005.86 | | 429 550.55 |
| entretien de batiments (+35000 en 2018) | | 22 128.39 | 29 673.19 | 18 114.20 | 19 320.29 | 76 466.79 | 110 836.88 |
| contrats de maintenance | | 51 208.91 | 51 686.08 | 59 772.65 | 68 289.73 | 69 054.59 | 96 366.37 |
| entretien de véhicules | | 62 676.59 | 59 897.40 | 55 220.22 | 61 871.10 | 81 366.69 | 71 724.40 |
| crédit bail immobilier | | | | 79 638.22 | 75 718.92 | 72 289.63 | 70 410.16 |
| assurances | | 17 356.24 | 12 403.24 | 16 671.38 | 18 292.11 | 64 035.61 | 65 285.38 |
| locations mobilières | | 33 322.15 | 33 040.26 | 31 672.93 | 37 007.07 | 33 901.12 | 36 811.89 |

La forte consommation de crédits en voirie sur 2017 s'explique par le fait que GVL1 a terminé de payer un programme d'entretien voirie 2016 début 2017 (140 000 euros) et un retard dans l'entretien des haies et accotements a été rattrapé en 2017 (145 000 dépensés contre 44 000 euros en 2016). L'instauration d'une part de FCTVA sur ces dépenses de fonctionnement a également certainement entrainé une moindre rigueur dans les affectations entre la section de fonctionnement et celle d'investissement.

La prestation de service enregistre en 2017 la gestion de la Maison de l'enfance revenue à la commune de GVL1 soit 427 000 de subventions à la MFAM qui gère la structure : on retrouve en recette des subventions caf et de l'attribution de compensation en progression similaire.

**62 : autres services extérieurs :**

| Nature | | conso12 | conso13 | conso14 | conso15 | conso16 | conso 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 62 dont > 10 K€ pour la connaissance | | 271 284 | 277 217 | 216 620 | 253 966 | 267 259 | 296 087 |
| télécommunications | | 36 306 | 36 685 | 37 436 | 37 969 | 49 677 | 76 537 |
| honoraires | | 10 937 | 15 747 | 19 584 | 32 798 | 34 909 | 44 801 |
| transports collectifs | | 13 723 | 14 219 | 22 544 | 21 384 | 25 824 | 28 642 |
| divers | | 93 884 | 79 993 | 1 957 | 1 678 | 15 216 | 15 576 |
| affranchissement | | 17 405 | 16 932 | 15 834 | 14 499 | 14 454 | 15 348 |
| remboursement de frais organisme publics | | 205 | 476 | 1 037 | | | 14 329 |
| fetes et ceremonies | | 16 866 | 18 137 | 24 477 | 21 411 | 20 653 | 14 140 |
| cotisations d'adhésions | | 15 745 | 16 932 | 18 225 | 15 769 | 13 667 | 13 777 |
| redevance pour service rendus | | 5 730 | 1 378 | 13 451 | 27 900 | 20 400 | 11 438 |
| publications | | 9 753 | 11 994 | 8 520 | 11 744 | 8 451 | 10 863 |

L'opération de passage de la téléphonie en voie IP engagée en 2017 occasionne des doublons de lignes qui seront résolus en 2018. La flotte de portables principalement affectée au Service technique demande à être rationnalisée rapidement car des consommations hors normes sont constatées

## 63 : impôts et taxes payés par la collectivité :

| Nature | | conso12 | conso13 | conso14 | conso15 | conso16 | conso 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63 dont > 5 K€ pour la connaissance | | 53 770 | 57 368 | 55 081 | 54 955 | 57 063 | 62 634 |
| taxes foncières (immeubles de rapport) | | 43 251 | 47 970 | 49 812 | 49 648 | 53 134 | 53 475 |
| essentiellement redevances déchets | | 7 707 | 6 685 | 2 600 | 2 428 | 2 276 | 5 751 |

## Chapitre 012 : frais de personnel :

| evolution charges de personnel sans les charges | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | coefficient |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GVL1 | | | | | | | |
| titulaires | 577 998 | 625 132 | 639 278 | 658 189 | 683 507 | 794 948 | 1.38 |
| Titulaires – 28 heures et contractuels | 181 936 | 168 245 | 175 431 | 202 238 | 240 794 | 238 763 | 1.31 |
| aidés | 94 135 | 124 582 | 149 922 | 151 020 | 140 291 | 133 568 | 1.42 |
| intervenants extérieurs | 28 909 | 37 779 | 50 049 | 86 738 | 89 697 | 72 732 | 2.52 |
| sous total | 882 978 | 955 738 | 1 014 680 | 1 098 185 | 1 154 289 | 1 240 011 | 1.40 |
| | | | | | | | |
| LRSL | | | | | | | |
| titulaires | 369 125 | 353 739 | 419 171 | 423 821 | 423 115 | 469 289 | 1.27 |
| Titulaires – 28 heures et contractuels | 59 779 | 82 039 | 32 460 | 48 759 | 47 809 | 26 720 | 0.45 |
| aidés | 0 | 0 | 9 760 | 18 161 | 18 274 | 38 901 | #DIV/0! |
| intervenants extérieurs | 5 106 | 10 962 | 1 679 | 7 093 | 23 119 | 21 464 | 4.20 |
| sous total | 434 010 | 446 741 | 463 071 | 497 834 | 512 316 | 556 375 | 1.28 |
| | | | | | | | |
| SMLP | | | | | | | |
| titulaires | 164 051 | 152 795 | 162 921 | 170 499 | 162 810 | 148 015 | 0.90 |
| Titulaires – 28 heures et contractuels | 3 520 | 9 790 | 3 075 | 4 051 | 291 | 5 563 | 1.58 |
| aidés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! |
| intervenants extérieurs | | | 24 | 24 | 17 053 | 18 403 | #DIV/0! |
| sous total | 167 571 | 162 586 | 166 020 | 174 574 | 180 154 | 171 981 | 1.03 |
| | | | | | | | |
| total | 1 484 558 | 1 565 065 | 1 643 771 | 1 770 593 | 1 846 758 | 1 968 367 | 1.33 |

| 012 Personnel | | conso12 | conso13 | conso14 | conso15 | conso16 | conso 17 | 12 à 16 | 12 à 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | 2 188 216 | 2 283 851 | 2 346 364 | 2 575 186 | 2 675 172 | 2 871 623 | 1.22 | 1.31 |
| coeff évolution année en année | | | 1.04 | 1.03 | 1.10 | 1.04 | 1.07 | | |
| agents plus de 28 h semaine | | 1 111 174 | 1 131 667 | 1 221 371 | 1 252 509 | 1 269 432 | 1 412 252 | | |
| caisses de retraites quelquesoit l'agent | | 254 115 | 273 505 | 297 476 | 305 875 | 315 303 | 359 908 | | |
| urssaf | | 261 795 | 272 724 | 272 485 | 294 916 | 325 816 | 336 742 | | |
| agents moins de 28 h semaine et contractuels | | 245 235 | 260 074 | 210 967 | 255 048 | 288 894 | 271 047 | | |
| emplois avenir aidés cae cui | | 94 135 | 124 582 | 159 682 | 169 181 | 158 565 | 172 470 | | |
| intervenants extérieurs (remplacant intérim animateurs tap…) | | 34 014 | 48 741 | 51 751 | 93 855 | 129 868 | 112 598 | | |
| assurance personnel | | 91 095 | 64 756 | 19 954 | 72 699 | 62 578 | 82 356 | | |
| assedic | | 21 480 | 22 498 | 23 106 | 25 854 | 28 432 | 27 999 | | |
| cotisation CDG et CNFPT | | 23 087 | 24 967 | 24 531 | 25 900 | 26 271 | 27 849 | | |
| comité des œuvres sociales | | 16 400 | 11 431 | 17 176 | 19 256 | 21 620 | 21 631 | | |
| autres charges sociales | | | | | | | 15 095 | | |
| apprentis | | 9 209 | 5 509 | 4 977 | 7 682 | 11 323 | 10 325 | | |
| cotisation fnal | | 2 905 | 3 065 | 3 254 | 3 429 | 7 646 | 8 105 | | |
| allocations chomages | | 615 | 9 964 | 3 141 | 8 423 | 7 748 | 3 938 | | |
| impots et taxes sur salaires | | 836 | 1 312 | 1 012 | 1 156 | 0 | 3 345 | | |
| medecine du travail | | 758 | 2 798 | 7 410 | 6 597 | 9 761 | 2 282 | | |
| autres cotisations | | 1 849 | 2 838 | 3 011 | 3 244 | 6 291 | 1 199 | | |
| autres charges sociales | | 606 | 2 736 | 742 | 1 823 | 4 165 | 938 | | |
| versement transport | | | | | | | 887 | | |
| cotisations apprentissage | | | | | | | 499 | | |
| versement au fnc | | 2 145 | 2 052 | 2 013 | 2 325 | 1 460 | 159 | | |
| charges prévoyance | | 16 762 | 18 633 | 22 306 | 25 416 | | 0 | | |
| TOTAL | | 2 188 216 | 2 283 851 | 2 346 364 | 2 575 186 | 2 675 172 | 2 871 623 | | |

Les années précédentes ont connu des évolutions conjoncturelles impactant la masse salariale :

- En 2015 effectifs TAP en année pleine,
- En 2016 et 2017 réévaluation des grilles de rémunérations (Protocole PPCR) et consolidation agents en plus de 28 heures.
-

Le retour aux 4 jours pour l'organisation de la semaine scolaire et la suppression des TAP représenterait en année pleine une économie de 30 500 euros d'une part et permettrait de réaffecter 1761 heures de travail réparties sur 12 agents titulaires d'autre part.

Le non- renouvellement des contrats aidés impliquera une évolution du budget personnel. Sur une base actuellement imaginée de consolidation d'un contrat aidé sur deux, le surcoût sur le budget ressortirait pour 2018 à 57 000 €, 2019 à 76 000 (1ère année pleine), 2020 à 89 000 € et 2021 à 95 000 €

**65 indemnités participations subventions :**

| 65 indemnités participations subventions non valeur € | conso12 | conso13 | conso14 | conso15 | conso16 | conso 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| dont somme superieur à 5000 euros | 970 505 | 853 429 | 895 857 | 849 075 | 875 570 | 748 564 |
| indemnités élus | 229 223 | 230 815 | 225 337 | 236 239 | 272 726 | 269 732 |
| urssaf sur indemnités élus | 0 | 14 193 | 12 715 | 5 184 | 12 770 | 12 974 |
| retraite sur indemnités élus | 8 090 | 8 482 | 8 877 | 9 242 | 11 195 | 11 535 |
| formation élus | 271 | 1 394 | 1 089 | 3 350 | 3 020 | 1 025 |
| frais mission élus | 420 | 271 | 700 | 121 | 142 | 78 |
| syndicats intercommunaux et autres participations | 438 757 | 290 320 | 261 538 | 322 914 | 290 550 | 250 096 |
| subventions diverses associations | 137 334 | 139 928 | 129 237 | 104 477 | 103 637 | 102 605 |
| subvention famille rurale | | | | | | 47 176 |
| au ccas | 21 626 | 16 632 | 28 413 | 19 865 | 24 251 | 26 310 |
| admission en non valeur | 644 | 7 529 | 1 863 | 1 210 | 10 658 | 19 331 |

NB : la subvention Familles rurales apparait pour la première fois en 2017 suite au retour de la compétence Petite Enfance- Elle correspond à l'organisation de l'ALSH des Rosiers.

**66 Charges financières :**

| 66 charges financières | conso12 | conso13 | conso14 | conso15 | conso16 | conso 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | 115 547 | 145 104 | 207 624 | 182 607 | 151 543 | 141 423 |
| intérêt des emprunts | 114 754 | 144 211 | 176 721 | 174 673 | 150 163 | 140 868 |
| frais réaménagement emprunt | | | | | | 555 |

**b°) Les principales évolutions 2018 :**

- Chapitre 011 : les dépenses seraient budgétées en réduction de 497 658 € (par rapport aux BP 2017 ) soit 2 638 855 €

- Chapitre 012 : le budget prévisionnel alloué serait de 3 006 500 €, soit en augmentation de 135 000 € , sur la base de l'effectif rémunéré en janvier 2018, charges sociales incluses, et compte tenu d'un prévisionnel d'évolution 2017/2018 pour :

  Les avancements d'échelon et de grades de l'année,
  L'harmonisation des régimes indemnitaires et primes de fin d'année,
  L'augmentation des cotisations retraite.
  La consolidation d'environ la moitié des emplois aidés consolidés
  une Indemnité de licenciement de10 000 € (rétrocession du SIUP) compensée en recettes
  Des missions ponctuelles (administratif Gennes / archiviste lrsl / intervenants extérieurs Mission urbanisme centre bourg Lrsl..)
  Des intervenants extérieurs (gestion des remplacements, vacataires, mission d'audit RPS….)

Sont également financés sur ce poste la participation au Comité des œuvres sociales et l'assurance pour risques statutaires.

- 65 : participations et subventions :

Le poste des participations évoluerait par la suppression du versement aux unités pédagogiques (40 000 encore payées en 2017) ainsi qu'une augmentation prévisible du versement aux OGEC estimée à 10 000 € (apport d'enfants des Rosiers sur Loire)
Les subventions diverses (103 000 €) seraient au maximum identiques à 2017.

Le résultat de clôture 2017 du CCAS permet de financer les actions habituelles ainsi qu'une prise en charge des frais de personnel affecté par la commune au CCAS (10500) en limitant pour 2018 la subvention d'équilibre à 25 500 euros.

Un crédit de 40 000 € est budgétisé pour les non valeurs en prévision d'apurement d'impayés, un travail sur l'engagement de poursuites pour ces retards de paiement étant prévu avec la Trésorerie en 2018.

-66 : charges financières : en légère diminution en 2018, elles seront budgétisées à hauteur de 135 000 €, à endettement constant.

-67 : charges exceptionnelles : figurera sur ce poste, le remboursement de trop versé d'Attribution de compensation 2017 décrit plus haut (sur les communes des Rosiers et de St Martin) soit 66 278 €

-68 : Dotations aux amortissements : l'intégration des nouvelles dotations résultant de la fusion augmente ce poste de 105 000 € soit un budget 2018 de 290 000 €

## 2.3 Les résultats budgétaires de clôture 2017

| | GVL1 | LRSL | SMLP | cumul |
|---|---|---|---|---|
| Investissement | 179 576.71 | -377 097.38 | 176 619.13 | - 20 901.54 |
| Fonctionnement | 1 232 922.10 | 454 193.46 | 430 325.86 | 2 117 401,42 |
| Total | 1 412 498.81 | 77 096.08 | 606 944.99 | 2 096 499.88 |

## 2.4 Les restes à réaliser de clôture 2017

| | GVL1 | LRSL | SMLP | cumul |
|---|---|---|---|---|
| Dépenses | 1 798 812 | 995 544 | 122 000 | 2 916 356 |
| Recettes | 1 005 109 | 995 544 * | 103 335 | 2 103 988 |

*****dont 590 068 d'emprunt non réalisé

## 2.5 Autofinancement et Plan Pluriannuel de fonctionnement

Le prévisionnel et les objectifs de la section de fonctionnement dans l'objectif du maintien d'une CAF forte s'établirait comme suit :

| PPF charges et recettes réelles courantes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| 014 reversement sur salaire | 145 000.00 | 122 815.00 | 100 297.23 | 77 441.68 |
| 70 produits des services | 510 240.00 | 507 743.60 | 515 359.75 | 523 090.15 |
| 722 travaux en régie | 65 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 |
| 73 impots et taxes | 3 808 930.00 | 3 885 108.60 | 3 962 810.77 | 4 042 066.99 |
| 74 dotations et participations sauf 744 | 2 940 600.00 | 3 000 000.00 | 3 000 000.00 | 3 000 000.00 |
| 744 fctva sur fonctionnement lrsl et smlp | 10 400.00 | 12 500.00 | | |
| 744 fctva gvl1 3 trimestres 2017 | 53 300.00 | | | |
| 744 fctva gvl2 21er trimestres 2018 puis à suivre | 20 000.00 | 70 000.00 | 70 000.00 | 70 000.00 |
| 75 produits de gestion type immeubles | 417 000.00 | 410 000.00 | 416 150.00 | 422 392.25 |
| 76 produits financiers | 24.00 | | | |
| Total | 7 970 494.00 | 8 058 167.20 | 8 114 617.75 | 8 184 991.07 |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 60 achats et 61 services sur patrimoine | 2 279 405.00 | 2 233 816.90 | 2 189 140.56 | 2 145 357.75 |
| 62 service extérieur actions | 268 700.00 | 263 326.00 | 258 059.48 | 252 898.29 |
| 63 impots et taxes | 61 200.00 | 62 424.00 | 63 672.48 | 64 945.93 |
| 012 personnel | 3 011 500.00 | 3 011 500.00 | 3 011 500.00 | 3 011 500.00 |
| 65 indemnités subventions participations | 779 795.00 | 794 795.00 | 794 795.00 | 794 795.00 |
| equilibre lotissement le thoureil 6521 | 20 730.98 | 18 482.50 | 18 492.50 | 18 492.50 |
| 66 charges financières | 135 000.00 | 121 704.00 | 107 353.00 | 92 524.00 |
| 7391 atténuations de produits | 2 500.00 | 2 500.00 | 2 500.00 | 2 500.00 |
| 67 reversement AC trop versé 2017 | 66 278.00 | | | |
| 68 dotation amortissement | 290 000.00 | 330 000.00 | 370 000.00 | 410 000.00 |
| Total | 6 915 108.98 | 6 838 548.40 | 6 815 513.02 | 6 793 013.47 |
| année | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| résultat d'exploitation | 1 055 385.02 | 1 219 618.80 | 1 299 104.73 | 1 391 977.60 |
| CAF Brute (sans amortissement) | 1 345 385.02 | 1 549 618.80 | 1 669 104.73 | 1 801 977.60 |
| | | | | |
| PPI | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| remboursement du capital des emprunts | 649 500.00 | 424 117.00 | 433 839.00 | 423 348.00 |

NB : les dépenses intègrent pour 2018 seulement les reversements d'AC trop perçue en 2017. Pour chaque année il est prévu par précaution d'équilibrer le déficit du lotissement du Thoureil (pas de prévision de vente connue et emprunt restant à charge – Cf budget annexe)

Un objectif d'économie minimum de 2 % devrait être recherché sur les chapitres de dépenses courantes.

## 3 – ETAT DE LA DETTE : préteur / type de taux / extinction de la dette (hors deux crédits relais FCTVA)

L'évolution du remboursement du capital et la capacité de remboursement du capital restant dû s'établissent prévisionnellement comme suit :

| 27 emprunts fermes hors crédits relais tva subvention | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| 66111 | intérêts | 129 130,00 | 121 704,00 | 107 353,00 | 92 524,00 |
| 1641 | capital | 436 551,00 | 424 117,00 | 433 839,00 | 423 348,00 |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| gestion 2017 : la capacité d'autofinancement brut des 3 communes est de | | | | | |
| GVL1 | 839 050,00 | | | | |
| SMLP | 222 453,00 | | | | |
| LRSL | 270 127,00 | | | | |
| Total | 1 331 630,00 | | | | |
| | | | | | |
| crd au 01/01 hors credit relais tva (324 000 LRSL) | CRD | 4 548 457,00 | 4 111 906,00 | 3 687 790,00 | 3 253 951,00 |
| remboursement du capital avec la CAF 2017 | | 3,42 | 3,09 | 2,77 | 2,44 |

Encours de la dette/CAF brute : ce ratio permet de mesurer le poids de l'encours de la dette sur la capacité d'autofinancement et permet de déterminer le temps théorique qu'il faudrait à la collectivité pour solder l'intégralité de sa dette si elle affectait au remboursement de celle-ci l'intégralité de la CAF.

**Seuil d'alerte : 8 années de CAF pour rembourser la dette**

La capacité de désendettement de Gennes-Val de Loire est bonne puisqu'elle se situait début 2018 **à 3.42**.

Toutefois ce ratio s'est déprécié du fait de la fusion au 1er janvier 2018, puisqu'il s'établissait début 2017 pour Gennes Val de Loire (1) **à 1.84**

Le seuil d'alerte est communément établi à 8 années de CAF pour le remboursement de la dette (la LPFP 2018- 2022 ayant fixé la durée plafond indicative pour les Communes à 11 ans).

Sont en cours 29 crédits dont 27 fermes et deux crédits relais pour financer le FCTVA et subventions (pratique des Rosiers sur Loire pour financer sur emprunts classiques uniquement le solde net de subvention HT des investissements réalisés). Les conditions auxquelles ils ont été souscrits ne permet pas d'imaginer de gains substantiels dans l'hypothèse d'une renégociation.

- Crédit relais 1 : CRCA reste 204 000 à rembourser en 2018 (compensé en recettes par FCTVA et 80 000 € de subvention Etat (DETR et réserve parlementaire) sur traverse Nord Sud (rue croix)
- Crédit relais 2 : CRCA reste 120 000 à rembourser en 2019 (compensé FCTVA ), souscrit à un

taux de 0.37%, un remboursement anticipé présente peu d'intérêt malgré notre excédent de trésorerie .

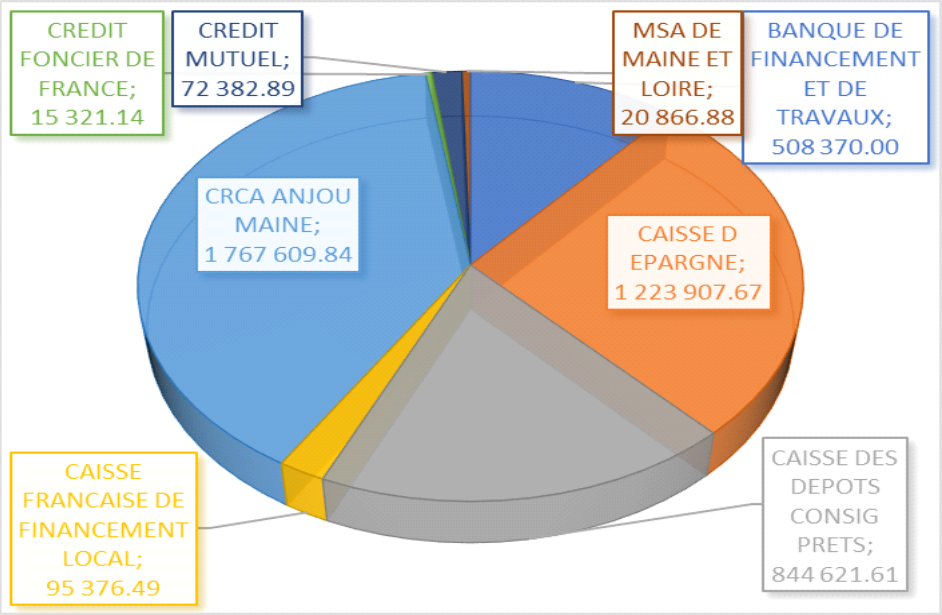
A citer également :

- L'emprunt souscrit pour la gendarmerie de Gennes : il a été reversé en 2017 à AUXIFIP le montant de 70 410 € (à taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois) la commune ayant perçu pour la location du bâtiment 104 000 € (le renouvellement du bail en 2018 conduisant à une renégociation de ce loyer perçu)

Considérant l'évolution toujours favorable de l'EURIBOR, la commune a intérêt à conserver cette indexation variable

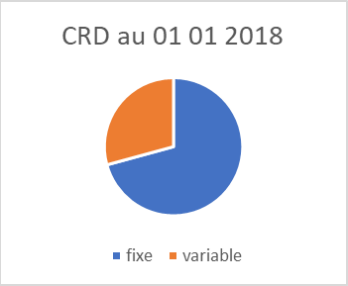
**a) Détail des emprunts en cours:**

| BANQUE | CRD au 01 01 2018 |
|---|---|
| BANQUE DE FINANCEMENT ET DE TRAVAUX | 508 370.00 |
| CAISSE D EPARGNE | 1 223 907.67 |
| CAISSE DES DEPOTS CONSIG PRETS | 844 621.61 |
| CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 95 376.49 |
| CRCA ANJOU MAINE | 1 767 609.84 |
| CREDIT FONCIER DE FRANCE | 15 321.14 |
| CREDIT MUTUEL | 72 382.89 |
| MSA DE MAINE ET LOIRE | 20 866.88 |
| | 4 548 456.52 |




**Typologie de taux :**

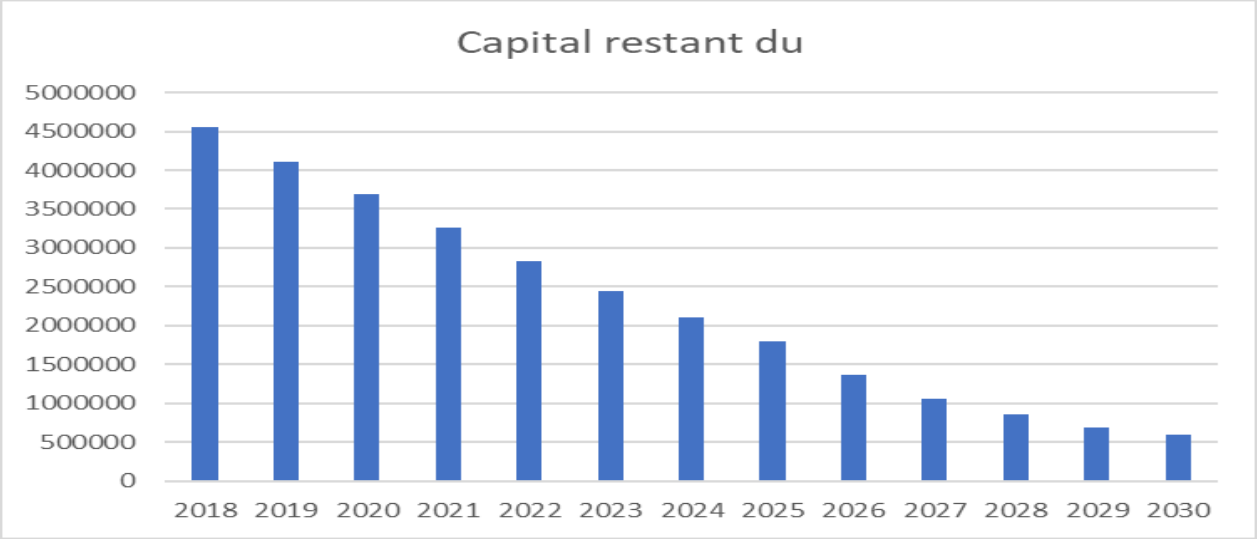
| type taux | CRD au 01 01 2018 |
|---|---|
| fixe | 3 218 467 |
| variable | 1 329 989 |




**Extinction de la dette :**

**Capital restant dû par année en K€**

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 548 | 4 111 | 3 687 | 3 253 | 2 830 | 2 436 | 2 107 | 1 791 | 1 360 | 1 062 |
| 2028 | 2029 | 2030 | | | | | | | |
| 849 | 686 | 597 | | | | | | | |



**b) Etat des Emprunts garantis**

| contrat | Organisme | Objet | Contrat base | CRD 01/01/18 | Interet 18 | Capital 18 | MontantAnnuite | crd par bq |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7801279 | C Epargne | CLOS BAUJON | 255 429 | 87 325 | 1 402 | 87 325 | 88 726 | 87 325 |
| 1015972 | CDC | PRET LOCATI | 151 907 | 142 391 | 5 980 | 4 395 | 10 376 | |
| 1044417 | CDC | PRET LOCATI | 40 131 | 37 655 | 1 280 | 1 116 | 2 397 | |
| 5018680 | CDC | PAM 09 AME | 37 670 | 32 783 | 606 | 2 471 | 3 077 | |
| 1004543 | CDC | PLAI 02 PRET | 64 502 | 58 594 | 879 | 3 049 | 3 928 | |
| 0463550 | CDC | PLA 8808 PLA | 37 090 | 31 592 | 474 | 2 684 | 3 158 | |
| 0463562 | CDC | PLA 9003 PLA | 5 390 | 4 582 | 69 | 390 | 459 | |
| 1004542 | CDC | PLUS 02 PRET | 393 918 | 358 650 | 5 380 | 18 619 | 23 998 | |
| 1065001 | CDC | RINCO 02 HA | 167 596 | 144 583 | 2 169 | 11 175 | 13 344 | |
| 1065029 | CDC | RINCO 02 HA | 14 566 | 9 804 | 147 | 2 409 | 2 556 | |
| 1065033 | CDC | RINCO 02 HA | 4 185 | 2 543 | 38 | 837 | 875 | |
| 1065035 | CDC | RINCO 02 HA | 7 509 | 4 548 | 68 | 1 502 | 1 570 | |
| 1065040 | CDC | RINCO 02 HA | 18 136 | 9 182 | 138 | 4 567 | 4 705 | |
| 1065042 | CDC | RINCO 02 HA | 16 231 | 8 187 | 123 | 4 088 | 4 210 | |
| LRSLG24 | CDC | 9 logements | 40 000 | 31 917 | 1 197 | 1 108 | 2 305 | |
| LRSLG23 | CDC | 9 logements | 225 000 | 175 896 | 6 068 | 6 463 | 12 531 | |
| LRSLG20 | CDC | 6 logements | 19 656 | 9 089 | 323 | 868 | 1 191 | |
| LRSLG19 | CDC | 6 logements | 18 756 | 9 604 | 283 | 824 | 1 107 | |
| LRSLG18 | CDC | 6 logements | 280 977 | 138 689 | 4 923 | 13 208 | 18 131 | |
| LRSLG17 | CDC | 4 logements | 98 583 | 42 467 | 1 508 | 5 279 | 6 786 | |
| LRSLG16 | CDC | 4 logements | 102 168 | 44 012 | 1 562 | 5 471 | 7 033 | |
| LRSLG11 | CDC | 13 logements | 176 768 | 53 943 | 2 320 | 12 089 | 14 408 | 1 350 712 |
| 7306950 | CFF | ASS COUR SA | 344 751 | 280 613 | 1 481 | 32 332 | 33 813 | |
| 7306949 | CFF | ASS COUR SA | 189 640 | 171 962 | 4 635 | 9 209 | 13 844 | |
| LRSLG22 | CFF | ASS COUR SA | 291 456 | 148 549 | 3 952 | 15 171 | 19 123 | |
| LRSLG21 | CFF | ASS COUR SA | 144 670 | 86 287 | 3 542 | 4 735 | 8 276 | 687 411 |
| | | total | 3 146 682 | 2 125 447 | 50 546 | 251 381 | 301 927 | |

**Rappel de la règlementation :**

- Au profit de personnes morales de droit public : aucune disposition particulière
- Au profit de personnes privées : 3 règles cumulatives (à l'exception des opérations en lien avec le logement social)
  - Plafonnement du montant des emprunts garantis à 50% du montant total des recettes réelles de fonctionnement : ce plafonnement est constitué par le montant des annuités des emprunts garantis majoré des annuités de la dette de la collectivité. Nous sommes à 11 %
  - Plafonnement par bénéficiaire : le montant des annuités garanties au profit d'un même débiteur ne doit pas être supérieur à 10%du montant total susceptible d'être garanti. Caisse des dépôts 138 000 d'annuité en 2018 sur 395 000 (10 % de 50 % des recettes de fonctionnement)
  - Division du risque : plafonnement de la garantie à 50% par emprunt (80% pour des opérations d'aménagement conduites en application des articles L300-1 à L 300-4 du code de

l'urbanisme.

## 4- Les principaux ratios financiers

| Ratios | Données 2017 | Moyenne strate 5000 -10000 2016 |
|---|---|---|
| **Taux d'endettement** | | |
| K restant dû / Recettes réelles fonct | 57 % | 74 % |
| **Capacité désendettement** | | |
| Stock dette au 31.12 / Autofinancement brut | 3,4 | 5 |
| **Dette par habitant** | | |
| Encours dette au 31.12/ 8 800 | 517 € | 840 € |
| **Dépenses réelles fonct par habitant** | | |
| D.R.F/ 8 800 | 757 € | 954 |
| **Dépenses personnel/DRF** | | |
| 012/ DRF | 43,09 % | 55 % |
| **Recettes réelles fonct par habitant** | | |
| .R.R.F. / 8 800 | 907 | 1 134 |
| **Produit impôts directs par habitant** | | |
| Hors fiscalité reversée | 318 | 470 |
| avec fiscalité reversée | 407 | 654 |
| **DGF/ habitant** | | |
| DGF+DSR+DNP / 8 800 | 256 | 207 |
| **Dépenses d'équipement par habitant** | | |
| 20+21+23/ 8 800 | 379 | 264 |
| **Taux d'équipement** | | |
| 20+21+23/ RRF | 41,7 % | 23.3% |

| | | |
|---|---|---|
| **Marge d'autofinancement courant**<br><br>DRF+ Rembt Dette/RRF | 88,4 % | 91.8% |

# 5 SECTION D'INVESTISSEMENT

Le constat d'un fort volume de projets d'investissement évoqués par les conseils communaux conduit, pour ne pas dégrader les comptes de la Commune, à établir une projection sur plusieurs années de la capacité à les financer.

- **5.1 : Entrée de PPI et fonds de roulement**

  **Objectif :** Conserver un mois de fonds de roulement pour régler les charges de fonctionnement et remboursement capital, le solde du résultat étant réinjecté en première année du PPI :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Recettes de l'investissement | | | | |
| résultat de clôture 2017 | 2 096 539.88 | hors assainissement | | |
| GVL1 | 1 412 498.81 | | | |
| LRSL | 77 096.08 | | | |
| SMLP | 606 944.99 | | | |
| | | | | |
| 2017 | argent sortant réellement | dont fonctionnement et capital des emprunts | | |
| | toutes sections | | | |
| gvl1 | 7 188 438.00 | 4 608 002.00 | | |
| smlp | 1 078 385.00 | 803 215.00 | | |
| lrsl | 3 051 531.00 | 2 204 531.00 | | |
| Total | 11 318 354.00 | 7 615 748.00 | | |
| la dépense rélle quotidienne est de 31 000 euros | 31 439.87 | 21 154.86 | | |
| la cloture 2017 représente donc en jour | 67 | 99.10 | | |
| | Fonds de roulement 1 mois | 634 645.67 | | |

il sera donc proposé d'affecter une forte proportion de l'excédent de fonctionnement constaté aux résultats 2017 en section d'investissement, par anticipation sur les dépenses à engager sur l'année budgétaire.

## 5.2 Prospectives et investissements pluriannuels

Plusieurs pistes de réflexion sont à mettre en œuvre :

Etablir des programmes d'investissements thématiques affinés pluriannuels notamment sur la voirie et sur les effacements de réseaux pourraient conduire à l'obtention de meilleurs prix lors de la négociation des marchés.

Poursuivre l'état des lieux des bâtiments et matériels pour décision d'éventuelles ventes.

Etaler et prioriser les programmes d'investissement afin de lisser les dépenses et solliciter au

mieux les fonds de subvention annualisés

Conserver une capacité de remboursement du capital restant dû à la hauteur actuelle de 3 ans de CAF renvoie à l'hypothèse d'un nouvel emprunt de 750 000 € à partir de 2020. Cependant cet indicateur peut être légèrement dégradé sans remettre en question la santé budgétaire de la collectivité : un emprunt plus important ou plus proche dans le temps peut donc être envisagé, en fonction des autorisations de programmes qui seraient validées au cours de l'année budgétaire.

La projection des soldes disponibles pour l'investissement, après affectation initiale d'une part d'excédent de fonctionnement 2017 à la section d'investissement, à hauteur de 1 500 000 €, s'établirait pour la période 2018- 2021 comme suit :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| excédent de résultat de clôture de fonctionnement sur fonds de roulement à rebasculer en entrée de PPI | | | 1 482 795.75 | |
| supplément de résultat de fonctionnement pour couvrir déficit investissement | | | 20 901.54 | |
| | | | | |
| Recettes investissement | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| entrée | 1 503 697.29 | | | |
| autofinancement net | 1 055 385.02 | 1 219 618.80 | 1 299 104.73 | 1 391 977.60 |
| dotation amortissements | 290 000.00 | 330 000.00 | 370 000.00 | 410 000.00 |
| FCTVA LRSL sur 2016 (2017 en 2019) | 126 470.00 | 118 200.00 | | |
| soldes subventions LRSL detr dtil et leader | 86 578.24 | | | |
| FCTVA GREZILLE (2017 sur 2015 versé en 2018) | 11 463.00 | | | |
| FCTVA SMLP sur 2016 (2017 en 2019) | 89 305.00 | 46 500.00 | | |
| FCTVA GVL1 3 derniers trim 2017 | 324 230.00 | | | |
| FCTVA GVL2 2 premiers trimestre 2018 | 277 766.74 | | | |
| FCTVA GVL2 à suivre 4trim | | 521 832.02 | 175 030.68 | 156 166.08 |
| taxe d'aménagement | 40 000.00 | 40 000.00 | 40 000.00 | 40 000.00 |
| vente immobilières | 75 000.00 | | | |
| vente mobilières | 35 000.00 | | | |
| emprunt permettant rester sur rbst CRD 3,2 ans | | | 750 000.00 | |
| Total | 3 914 895.30 | 2 276 150.82 | 2 634 135.41 | 1 998 143.68 |

| Investissements programmés | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|
| couverture déficit 001 | 20 901.54 | | | |
| Solde RAR SMLP net | 18 665.00 | | | |
| Solde RAR LRSL net (sans emprunt) | 590 068.09 | | | |
| Solde RAR GVL1 | 793 703.45 | | | |
| GVL 1 après repointage ttes subventions et prog urba | 118 023.81 | | | |
| smlp renovation eclairage public 2017 | 6 274.19 | | | |
| capital des emprunts classiques | 445 500.00 | 424 117.00 | 433 839.00 | 423 348.00 |
| capital crédit relais tva LRSL | 204 000.00 | 120 000.00 | | |
| participation quartier du moulin | 70 000.00 | 135 000.00 | 135 000.00 | 129 000.00 |
| participation clos baujon | 100 000.00 | 100 000.00 | | |
| effacement parking collège | 82 000.00 | | | |
| parking collège | 186 041.67 | | | |
| programme boisement étang joreau gennes | 9 732.20 | | | |
| etude ecole ctc | 20 000.00 | | | |
| adap lrsl | 12 000.00 | 44 000.00 | 74 000.00 | |
| adap gvl1 | 110 000.00 | 82 000.00 | 130 000.00 | 345 000.00 |
| adap smlp | | *20 000.00* | *20 000.00* | *20 000.00* |
| pave lrsl | 19 000.00 | 5 000.00 | 5 000.00 | 2 000.00 |
| giratoire des pelouses gennes | 264 000.00 | | | |
| guinguette smlp | 144 000.00 | -84 000.00 | | |
| budget matériel technique 215... | 15 000.00 | 15 000.00 | 15 000.00 | 15 000.00 |
| budget mobilier bureautique 218... | 40 000.00 | 40 000.00 | 40 000.00 | 40 000.00 |
| équipement cuisine sg7v cantine | 10 000.00 | | | |
| crédit petits travaux batiments | 50 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 |
| dépenses imprévues | 70 000.00 | | | |
| Total | 3 398 909.95 | 951 117.00 | 902 839.00 | 1 024 348.00 |
| | | | | |
| reste disponible | 515 985.35 | 1 325 033.82 | 1 731 296.41 | 973 795.68 |

Ce reste disponible annuel en dépenses d'investissement sera confronté aux programmes d'investissement priorisés sur chaque année budgétaire.

## 6-1 Budget annexe Lotissement Château Rousset au Thoureil

- **Résultat de clôture**

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Fonctionnement** | | | | | | |
| Dépenses | 32 958,94 | 37 733,94 | 34 918,95 | 128 353,14 | 70 596,81 | 12 433,76 |
| dont dépenses réelles | 31 508,50 | 4 775,00 | 34 154,51 | 121 680,64 | 64 264,31 | 6 441.26 |
| Recettes | 32 958,94 | 37 733,94 | 34 918,95 | 128 353,14 | 70 596,81 | 12 433,76 |
| dont recettes réelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **Résultat de clôture** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | |
| **Investissement** | | | | | | |
| Dépenses | 32 958,94 | 39 649,78 | 40 844,77 | 134 180,64 | 76 764,31 | 18 941.26 |
| dont dépenses réelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 500,00 | 12 500,00 | 12 500.00 |
| Recettes | 31 043,00 | 32 958,94 | 250 000,00 | 209 155,23 | 74 974,59 | |
| dont recettes réelles | 31 043,00 | 0,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **Résultat de clôture** | **-1 915,94** | **-6 690,84** | **209 155,23** | **74 974,59** | **-1 789,72** | **20 730.98** |

10 lots cessibles au prix de 60 € le m² TTC – avec application de la TVA sur marge (à revoir compte tenu de la réforme de la TVA sur les cessions de terrains – application de la TVA de droit commun).

- **Extinction de la dette**

  - Le terme du prêt est 2034

| Organisme prêteur | CRD | Taux | Amortissement | Intérêts | Annuités |
|---|---|---|---|---|---|
| Caisse d'Epargne | 225 000,00 | Fixe 2.72% | 12 500,00 | 5 992,50 | 18 492,50 |